

Le compte n'y est plus

OPINION



PIERRE-YVES MAILLARD
CONSEILLER AUX ÉTATS (PS/VD),
PRÉSIDENT DE L'USS

Des centaines de milliers de ménages sont aussi chez nous confrontés à une perte de sécurité matérielle inédite

Depuis quelques années, même dans nos pays dits «riches», quelque chose a changé. Quand les gens comparent ce qu'ils donnent comme volume et intensité de travail à ce qu'ils reçoivent en termes de pouvoir d'achat et de sécurité économique, une majorité de la population constate que le compte n'y est plus.

Le débat politique constant autour de la classe moyenne dissimule mal cette nouvelle réalité. Trop de familles qui travaillent constatent qu'il y a moins sur le compte en fin d'année. On a travaillé autant ou davantage, mais les charges fixes ont encore augmenté, le salaire n'a pas suivi et on a dû puiser dans les réserves. Et quand on n'a plus de réserves, il faut commencer à renoncer, au restaurant, aux vacances, à une nouvelle veste d'hiver, à une dent... Quand ce régime se répète année après année, alors quelque chose se casse dans la société.

Des chiffres effrayants nous parviennent: un tiers des enfants en Angleterre vivent en dessous du seuil de pauvreté, en France 36% des ménages peinent à payer leurs factures d'énergie, en Allemagne, le gouvernement explique que 40% des ménages monoparentaux sont exposés au risque d'exclusion sociale. Quand un tiers des populations des pays «riches» manque de nourriture, de chauffage ou de logement, qu'en est-il du tiers qui vit avec juste un peu plus de moyens? On ne doit pas imaginer que la frontière avec les couches encore préservées est étanche. L'angoisse gagne ce qu'on appelle la classe moyenne. Nous en sommes là.

La Suisse suit ce mouvement de perte de sens et de sécurité matérielle avec à peine moins d'intensité que ses voisins. Nos revenus se tiennent mieux, l'inflation post-covid a été moins brutale, notamment parce que nous n'avons pas

libéralisé intégralement notre approvisionnement électrique et grâce à la force du franc. Mais avec les loyers suisses et l'horreur de nos primes d'assurance maladie par tête, des centaines de milliers de ménages sont aussi chez nous confrontés à une perte de sécurité matérielle inédite.

Face à ce constat, la réponse du pouvoir économique et politique est misérable. D'abord, il y a le déni. Tout va bien. Et si, quand même, il faut admettre que tout ne va pas bien, alors il faut aller encore plus loin sur le chemin qui mène pourtant à une impasse évidente. Travailler encore plus et baisser encore les impôts, telle est la doxa. Son échec patent ne fait que radicaliser encore davantage ses adeptes.

L'affection subite des milliardaires pour l'extrême droite est là pour témoigner qu'ils sont prêts à tout.

Le problème peut être résumé en deux données implacables. Ces trente dernières années, en Suisse, le temps de

travail rémunéré des ménages de deux adultes et deux enfants de moins de 15 ans est passé d'environ 70 heures par semaine à environ 73 heures. L'augmentation du travail à temps partiel dont se lamentent les associations patronales n'indique pas que les Suisses travaillent moins. Elle montre simplement que la double activité des parents est devenue la norme et qu'elle est une nécessité économique. Faute de structures de garde suffisantes, l'impact de cette perte de temps disponible pour les enfants ne se fait pas attendre. Le nombre de naissances est en chute inexorable.

L'autre donnée implacable concerne les salaires réels. Si l'on regarde l'évolution en Suisse depuis le début des années 1970, la période 2020-2025 est la première période de recul. En 2025, un salarié ou une salariée suisse dispose en moyenne d'un revenu réel inférieur de 0,3% par rapport à 2020, quand les primes d'assurance maladie et les loyers sur le marché étaient entre 10 et 20% moins chers. Pour les cadres supérieurs et les détenteurs d'actions, les revenus ont, en revanche, explosé.

Travailler toujours plus et ne rien pouvoir mettre de côté ou devoir renoncer à une vie normale. La population qui vit cela devient majoritaire. Elle réalise que le compte n'y est plus. Elle le manifeste de toutes les manières à sa disposition.

Il reste au pouvoir à faire un choix. Essayer de mater les peuples avec les recettes de l'autoritarisme et de l'extrême droite, comme dans les années 30 du siècle passé. Ou changer de discours et de politique, comme nos sociétés ont su le faire au sortir de la Seconde Guerre mondiale. —

Un mythe suisse

OPINION



DANIEL OESCH
PROFESSEUR DE SOCIOLOGIE
À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Un consensus bien helvétique: en Suisse, tout le monde est considéré comme faisant partie de la classe moyenne, qu'il s'agisse de la cheffe d'entreprise, du vendeur ou de l'aide-soignante. Seuls quelques groupes au poids électoral limité sont exclus, comme les réfugiés, les bénéficiaires de l'aide sociale ou les expatriés fortunés. Cette vision d'un pays entièrement classe moyenne, portée par les partis de droite, s'est largement imposée. Elle entretient l'illusion d'une Suisse sans conflit économique, où tout le monde serait logé à la même enseigne. Elle laisse ainsi la voie libre au conflit politique autour de l'immigration et de l'Europe.

Or, historiquement, la classe moyenne n'a jamais occupé le milieu de la structure sociale. Au XIXe siècle, elle désignait un groupe restreint vivant du travail non manuel et exerçant des professions nécessitant une formation supérieure: pasteurs, commerçants, enseignants. Elle se positionnait au-dessous de la classe supérieure, petite mais puissante, qui vivait du capital; au-dessus de la grande masse des ouvriers du textile, du bâtiment, des travailleurs agricoles et domestiques. Au XXe siècle, ces derniers ont fusionné avec les ouvriers industriels pour former la classe ouvrière. Avec la désindustrialisation des années 1970, celle-ci s'est élargie aux petits employés des services pour constituer les classes populaires.

L'usage helvétique du terme «classe moyenne» doit donc davantage à la communication politique qu'à l'analyse sociologique. Sans surprise, les sondages qui reprennent cet usage produisent des réponses vides: invités à se situer tout en haut, tout en bas ou entre les deux extrêmes, la plupart des gens choisissent le milieu.

Au niveau analytique, il suffirait de distinguer la moitié supérieure de la population – classes moyennes et moyennes supérieures – de la moitié inférieure, regroupant classes ouvrières et populaires. Le critère: les perspectives économiques offertes par le métier. Les classes moyennes, souvent diplômées du tertiaire, incluent ainsi juristes, architectes, ingénieurs, enseignants, pharmaciens. Les classes populaires, souvent issues de la formation professionnelle, regroupent ouvriers de l'industrie, de l'artisanat et du bâtiment, personnel de la restauration et de la vente. Quant à la classe supérieure, son poids économique et politique masque sa faiblesse numérique: à peine 1% de la population.

Cette dichotomie révèle deux trajectoires opposées. Entre 2000 et 2025, la Suisse a connu une croissance exceptionnelle de l'emploi (+ 35%), notamment dans les services aux entreprises, la santé et l'éducation, dopant la demande de managers et de professions intellectuelles et techniques. La part des 25-64 ans ayant une formation tertiaire a ainsi presque doublé, passant de 24% à 46%. Si les classes moyennes sont sorties gagnantes, de nombreux emplois ont été automatisés, ou externalisés, dans les professions moins qualifiées, notamment dans la production, la vente et le back-office.

Ces trajectoires se reflètent dans les revenus. Nos propres analyses de micro-données montrent qu'entre 1990 et 2020, les ménages des classes populaires n'ont enregistré que de faibles gains, proches de la stagnation, tandis que les classes moyennes et surtout moyennes supérieures ont obtenu des gains plus robustes, en Suisse comme en Allemagne et aux Etats-Unis.

Occultées par le discours sur la «classe moyenne perdante», les perspectives des classes populaires se sont assombries. Comment inverser la tendance? D'abord en renforçant leur pouvoir de négociation sur le marché du travail via conventions collectives et salaires minimums. Ensuite, en permettant à la moitié la moins aisée de se loger en ville grâce aux logements publics et aux subsides. Enfin, en finançant les dépenses de santé selon le principe de capacité contributive – en fonction du revenu – plutôt qu'au moyen d'un impôt forfaitaire. On pourra alors étendre la santé publique à des domaines aujourd'hui exclus, comme les soins dentaires, pour que les dents cessent d'être un marqueur de classe. —

Un pilier stable dans un monde instable

OPINION



MARCO TADDEI
RESPONSABLE SUISSE ROMANDE DE L'UNION PATRONALE SUISSE

La crainte de la stagnation du pouvoir d'achat contraste avec la croissance réelle du revenu disponible dont a bénéficié la classe moyenne ces dernières années

sociaux réduisent d'un quart l'inégalité des revenus en Suisse. Près de 70% de cet effet découle des assurances sociales (en particulier de l'assurance vieillesse et survivants et de l'assurance invalidité) et environ 30% des impôts directs.

De son côté, l'OCDE constate que la Suisse bénéficie d'un niveau de prospérité élevé avec des inégalités de revenus relativement faibles. En ce qui concerne les revenus disponibles, des études sur l'évolution du coefficient de Gini montrent que les inégalités sont étonnamment stables depuis des années et se situent dans la moyenne en comparaison internationale.

Mais alors, comment expliquer la morosité ambiante? Le contexte multi-crisées que nous vivons y est pour beaucoup. —

Outre les surtaxes américaines de 39%, au moins deux chocs externes ont fortement impacté notre perception de la réalité: la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. Pour de nombreuses familles, la pandémie a été synonyme de chômage partiel, d'insécurité et de stress lié aux soins. Pourtant, dans cet environnement anxiogène, le marché du travail est resté globalement robuste et le taux de chômage bas. La guerre en Ukraine a fait grimper les prix de l'énergie et l'inflation, mais toujours nettement en dessous des valeurs de la zone euro, notamment grâce à la politique prudente de la Banque nationale suisse.

Force est de reconnaître cependant que, ces dernières années, la pression sur les coûts s'est accrue pour de nombreux ménages de la classe moyenne: la part des dépenses obligatoires (impôts, cotisations sociales, primes maladie) a augmenté dans le budget des revenus moyens. Cela réduit d'autant le pouvoir d'achat.

On le voit, le récit de la déchéance de la classe moyenne se heurte à la réalité. Les données factuelles ne montrent ni effondrement de cette population à revenus moyens, ni déséquilibres, ni perte de prospérité. Elles témoignent d'une économie prospère avec une structure de revenus stable, malgré le tumulte du monde et une pression interne sur les coûts.

Dans ce contexte mouvant, le monde politique ne peut pas rester sourd aux inquiétudes exprimées dans le sondage de MIS Trend. La défense du pouvoir d'achat doit être placée au centre des politiques publiques. Cela passe par des mesures servant l'intérêt général, telles que la réduction de la bureaucratie, l'augmentation de la productivité et la promotion de l'innovation. Mais surtout, il faut faire barrage aux velléités du parlement fédéral d'augmenter la TVA et les prélevements sur les salaires. —